



Déclaration de la FSU 27 au CTSD du 24 janvier 2022

La FSU 27 souhaite une très bonne année 2022 à tous les personnels du département. Nous aurions aimé que ces vœux soient teintés d'un optimisme sincère mais la situation catastrophique sur le terrain nous oblige à vous dire que non, ce n'est pas une année qui commence bien. Elle a même commencé très mal le soir du 2 janvier quand, sous prétexte qu'il fallait « coller au plus près des réalités du terrain », le protocole sanitaire que tous les personnels de l'Education nationale attendaient pour organiser la rentrée du 3 janvier n'a divulgué dans un journal payant. Ce scandale à lui seul a fait prendre conscience aux Français des difficultés de pilotage vécues dans l'EN depuis le début de la pandémie et même depuis 5 ans. Mais le scandale est bien plus grave quand on apprend que ce retard provient très vraisemblablement des vacances prises par le ministre aux Baléares.

Ce niveau de mépris est colossal pour ceux qui tentent de maintenir « l'école ouverte » : enseignants, CPE, AED, AESH, Psy-EN, infirmières scolaires, assistantes sociales et agents d'entretien... Portés par notre conscience professionnelle, nous faisons tenir les établissements scolaires depuis 20 mois, chacun assurant ses missions mais, désormais, avec un protocole qui désorganise complètement les vies scolaires et les classes. Celles-ci se vident et se remplissent au gré des tests positifs des élèves ce qui met en tension toute la profession. Les personnels sont à bout, au bord de la rupture. La grève du 13 janvier par son ampleur l'a montré. Et pourtant, si le gouvernement a concédé quelques avancées sur la fourniture de masques qu'on espère cette fois de qualité et sur des recrutements supplémentaires en AED notamment, il n'a pas pris la mesure des efforts qu'il faut engager pour notre jeunesse et son école, surtout en termes de vivier de remplacement devenu peau de chagrin au fil des ans.

Dans les lycées, le calendrier intenable structurellement, doit être revu aussi en raison du contexte sanitaire et des absences nombreuses des élèves. Les épreuves de spécialité du baccalauréat doivent être reportées en juin et cette annonce doit être faite sans attendre. Le bac doit redevenir égalitaire avec des épreuves nationales terminales et anonymes. Cela passera par l'abandon de ce contrôle continu comptant 40 % du bac qui génère stress et tensions entre les élèves et leurs enseignants, les familles et les directions.

Dans les collèges, les retards d'apprentissage des élèves doivent conduire à des allègements de programmes et des aménagements du DNB. Concernant la natation et la priorité ministérielle affichée du « savoir nager pour tous », nous

demandons la mise à disposition de moyens permettant de dédoubler les groupes pour chaque équipe qui en ferait la demande. Ces moyens ciblés ont pour objectif de compenser les absences de cycle de natation de ces deux dernières années pour de nombreux élèves du premier degré : il n'y a jamais eu autant de non-nageurs.

Les 440 suppressions de postes prévues à la rentrée 2022 doivent être bien évidemment annulées pour permettre de préparer enfin une rentrée plus sereine dans les établissements. 60 équivalents temps plein d'heures postes sont encore retirés dans le second degré de l'académie.

Les lycées généraux de l'Eure sont à nouveau saignés avec 12 ETP d'heures poste en moins par rapport à janvier 2021. Cela met en péril des spécialités, des options et les conditions générales d'apprentissage des élèves.

Les collèges de l'Eure, eux, perdent 18 ETP d'heures poste. Les nouvelles modalités de répartition de la dotation dans les collèges permettent de nouvelles économies puisque la catégorie des établissements « ruraux sociaux » dont les effectifs maximum étaient à 27 élèves par classe et que tous les établissements hors éducation prioritaire voient le seuil par classe monter à 30 ! 30 élèves, quand nos classes n'ont que 30 places assises, quand il n'y a jamais eu autant de notifications MDPH chez nos élèves et quand vous augmentez le nombre d'élèves en ULIS à 13 pour l'instant, sans doute à 14 à la rentrée. Augmenter les effectifs par classe est une fois de plus une attaque contre l'école inclusive et rend toujours plus difficile l'aide aux élèves en difficulté. Et cela montre que le ministère et le rectorat oublient que les dégâts les plus importants ont été subis par les élèves les plus fragiles. Rien n'a jamais été réellement fait pour rattraper le retard pris ou pour lutter contre le mal-être des élèves que nous observons quotidiennement dans nos établissements depuis le confinement. Et ne nous répondez pas que c'est pour cela que les écoles sont depuis restées ouvertes : maintenir tant bien que mal un semblant de normalité ne peut suffire à remédier à une situation exceptionnelle !

Les heures supplémentaires, même si elles décroissent légèrement par rapport à 2021, vont continuer à dégrader le travail des enseignants, qui sont, répétons-le, au bord de la rupture et à multiplier les compléments de service, même quand il y a suffisamment d'heures face à élèves ! C'est incompréhensible et tellement éloigné de la réalité ! A croire que ces décisions sont prises les pieds dans le sable depuis un pays étranger !

De plus, les moyens dédiés aux sections sportives scolaires du département ont disparu des règles de calculs des DHG. En ne fléchissant plus ces moyens, et en les renvoyant à la marge d'autonomie des établissements, c'est une mise en

concurrence accrue pour des dispositifs qui permettent de valoriser des parcours singuliers d'élèves. Alors que notre ministre aligne les annonces sur l'importance de la pratique sportive et à l'approche des JOP 2024, qu'il déclare vouloir faire de la France une nation plus sportive, mais aussi parce que l'académie normande accueille les Gymnasiades en mai 2022, la Rectrice de Normandie a décidé de façon unilatérale de supprimer l'ensemble des moyens fléchés pour les sections sportives normandes. Cela va toucher 11 établissements sur le périmètre de Rouen. Cette mesure est totalement incompréhensible dans un contexte où la crise sanitaire a largement fait diminuer la pratique sportive des jeunes et où tout devrait être mise en place pour la favoriser

La FSU demande le maintien de l'ensemble des moyens dédiés aux sections sportives sur l'académie normande et le fléchage des heures pour les établissements qui n'en profiterait pas encore.

La FSU Rouen se coordonne avec Caen pour organiser une conférence de presse commune sur ce point et demander le retour de tous les moyens pour les sections sportives.

Si la profession se sent méprisée et maltraitée, c'est aussi en raison du niveau de salaire parmi les plus bas des pays industrialisés, bien loin de permettre de passer des vacances à Ibiza même avec les immenses promotions rendues possibles par PREAU. Le point d'indice n'a pas été revalorisé une seule fois en 5 ans si bien que les avancements d'échelon sont annihilés par l'inflation. Cette maltraitance institutionnelle est insupportable pour des professions qui portent à bout de bras le service public d'éducation depuis 20 mois.

Reconnaissance des personnels, revalorisation salariale, recrutements massifs, sécurisation sanitaire des établissements ... ces sujets essentiels que le gouvernement et le ministère n'ont pas voulu traiter seront rappelés avec force lors de la grève interprofessionnelle du 27 janvier. Et cette fois, il faudra y répondre vraiment.